

Lorsque la plateforme porte à la connaissance du travailleur la décision d'homologation de la charte, elle l'informe, en même temps, du délai de recours ainsi que des modalités selon lesquelles celui-ci peut être exercé. A défaut de cette information, le délai de recours ne court pas à l'égard du travailleur.

R. 7342-13

Décret n°2020-1548 du 9 décembre 2020 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La juridiction saisie d'un litige mentionné au premier alinéa de l'article **L. 7342-10** statue suivant la procédure accélérée au fond. La procédure est sans représentation obligatoire.

R. 7342-14

Décret n°2020-1548 du 9 décembre 2020 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le délai de quatre mois mentionné au deuxième alinéa de l'article **L. 7342-10** court à compter de la remise de la copie de l'assignation au greffe.

R. 7342-15

Décret n°2020-1548 du 9 décembre 2020 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Lorsqu'il n'a pas statué dans le délai de quatre mois mentionné au deuxième alinéa de l'article **L. 7342-10**, le tribunal judiciaire est dessaisi de l'affaire. Dans ce cas, le dossier de la procédure est transmis sans délai par le greffe de ce tribunal au greffe de la cour d'appel. Le greffe du tribunal judiciaire en avise les parties par lettre simple.

Dès réception du dossier de la procédure, le greffe de la cour d'appel convoque les parties à l'audience prévue pour les débats. La procédure est orale et sans représentation obligatoire. Il est fait application des *dispositions des articles 937 à 949 du code de procédure civile*.

La cour d'appel statue en premier et dernier ressort.

Sous-section 3 : Procédure applicable en cas de transmission de question préjudicielle par le conseil de prud'hommes

R. 7342-16

Décret n°2020-1548 du 9 décembre 2020 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Lorsque le tribunal judiciaire est saisi en application du troisième alinéa de l'article **L. 7342-10**, le greffe convoque à l'audience, au moins un mois à l'avance et par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, les parties à l'instance engagée devant le conseil de prud'hommes.